

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°5034 - Mardi 06 Janvier 2026 - Prix : 200 Fc

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :

L'année 2025 aura marqué un tournant décisif



La semaine dernière, le ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Artisanat a tenu une conférence de presse pour revenir sur le bilan des activités phares menées au cours de l'année 2025 et éclairer la presse sur les objectifs de 2026.

La conférence a été animée par le secrétaire général du ministère M. Tadjidine Ben Ahmed entouré des membres du cabinet du ministre ainsi que des directeurs généraux et chefs de service. D'emblée, il a rappelé le discours du chef de l'état à la nation le 29

décembre 2025 sur le bilan de l'année écoulée et les perspectives pour 2026.

Pour le secrétaire général cette année 2025 aura marqué un tournant décisif pour les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'artisanat dans notre pays. En effet sous l'impulsion du Ministère, de profondes réformes structurelles et des investissements ciblés ont permis de renforcer la sécurité alimentaire, d'améliorer la productivité nationale et de poser les bases d'un développement rural plus résilient et inclusif.

LIRE SUITE PAGE 3

Avis à nos partenaires : Suite à une panne technique sur notre adresse e-mail officielle (contact@lagazettedescomores.com), merci d'utiliser l'adresse temporaire anzza89@gmail.com pour l'envoi de vos annonces jusqu'au lundi 12 janvier inclus.

16 Radjab 1447
Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Janvier 2026

Lever du soleil:

05h 49mn

Coucher du soleil:

18h 37mn

Fadjr : 04h 37mn

Dhouhr : 12h 17mn

Ansr : 15h 52mn

Maghrib: 18h 40mn

Incha: 19h 54mn



LITTÉRATURE:

Le Petit Prince parle désormais shikomori

À Itsandra, aux abords du palais historique de Gerezani, haut lieu de mémoire et de symboles pour les Comores, *Le Petit Prince* s'est offert une nouvelle vie. Le mercredi 31 décembre, le célèbre chef-d'œuvre d'Antoine de Saint-Exupéry a été officiellement présenté dans sa version traduite en shikomori, une initiative qui contribue à élargir l'accès à la littérature et à valoriser les langues nationales.

Cette édition est le fruit d'un partenariat entre la Fondation Le Petit Prince (Suisse), qui a soutenu la traduction et l'impression de l'ouvrage, et les Éditions Favre, maison d'édition suisse en charge de sa publication. Grâce à cette initiative, l'œuvre universelle rejoint désormais le patrimoine linguistique comorien, rendant accessible un texte fondateur de la littérature mondiale dans la langue du quotidien et du cœur.

La traduction a été réalisée par le linguiste Mohamed Ahmed-Chamanga, figure de référence dans l'étude et la valorisation de la langue comorienne. Pour les organisateurs, l'objectif est double : permettre au plus grand nombre d'accéder à une œuvre majeure dans une lan-

gue nationale, tout en contribuant à la reconnaissance et à la promotion du shikomori.

Au-delà du livre, le projet porte une ambition profondément humaine. « Le Petit Prince est un récit de transmission, de rêve et d'humanité. Le traduire en shikomori, c'est offrir aux enfants et aux lecteurs comoriens la possibilité de se l'approprier pleinement, dans leur propre langue », ont souligné les partenaires du projet.

Placée sous l'égide du Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique (CNDRS), la cérémonie a réuni élèves, enseignants, passionnés de littérature et plusieurs personnalités du pays, parmi lesquelles Jaffar Elmacelie, ancien maire de Moroni, Sultan Chouzour, ancien ambassadeur des Comores, et Masseur Chami Allaoui, directrice du GSFA.

L'événement a également été honoré par la présence d'une délégation suisse, composée notamment de Pierre Favre, fondateur des Éditions Favre, de son épouse Angel Favre, de Me Estelle Chanson, avocate, et de Raymond Loretan, président du Club de la Presse Diplomatique de Genève.

Considéré comme l'un des livres les plus traduits au monde, Le



Petit Prince s'enrichit ainsi d'une nouvelle langue, rejoignant une longue liste de versions officielles à travers le globe. Avec cette édition en shikomori, une nouvelle génération de lecteurs comoriens pourra découvrir ou redécouvrir ce récit intemporel dans une langue qui leur est familière.

Fondées en 1971 à Lausanne, les Éditions Favre jouissent aujourd'hui d'une large diffusion internationale, notamment en Suisse, en France, en Belgique et au Canada. Leur catalogue compte plus de 2 000 ouvrages couvrant des domaines variés, allant des guides pratiques aux biographies, en passant

par la santé, la gastronomie, les dictionnaires et quelques œuvres de fiction. Chaque année, la maison publie une cinquantaine de nouveaux titres, confirmant sa place dans le paysage éditorial francophone.

Mohamed Ali Nasra

UONI-FST :

Une formation en statistique pour renforcer les compétences

Du 24 au 31 décembre 2025, la faculté des sciences et techniques (FST) de l'université des Comores a accueilli une master-class intitulée « Méthodes statistiques appliquées en biologie et sciences de la santé ». Organisée en partenariat avec l'association UONI et l'Ambassade de France, cette initiative visait à renforcer les capacités locales en analyse et interprétation des données scientifiques, un enjeu majeur pour l'amélioration de la recherche et des pratiques en santé.

Destinée aux enseignants, chercheurs et professionnels de santé, la formation a rassemblé une vingtaine de participants issus de diverses institutions publiques. Parmi eux figuraient des enseignants-chercheurs de la faculté des sciences et techniques (FST), des techniciens de l'INRAP, des professionnels de la Direction de la lutte contre la maladie, de l'OCOPHARMA, du Groupe de Recherches et de Protection de la Faune et de la Flore des Îles de l'Océan Indien (GRPFOI), ainsi que du Centre hospitalier national El-Maarouf.

Les travaux se sont déroulés dans la salle de conférence de l'École de santé, dans un esprit de collaboration étroite entre experts de la diaspora et spécialistes locaux. Cette approche a permis de croiser

les expériences et d'adapter les outils statistiques aux réalités du contexte sanitaire comorien.

Le doyen de la FST, le Dr Soule Hamidou Hamada, a salué l'importance de cette initiative, soulignant qu'elle contribue à « ancrer les acquis dans les réalités sanitaires nationales tout en ouvrant la voie à des perspectives de recherche collaborative aux niveaux régional et international ». Selon lui, ce type de formation constitue un levier essentiel pour renforcer la qualité de l'enseignement et de la recherche universitaire.

Pour le Professeur Amir Aboubacar, organisateur et princi-

pal formateur, issu de la diaspora scientifique, la contextualisation des méthodes enseignées est un élément clé de la réussite. « Il est indispensable d'adapter les formules statistiques aux pratiques locales. L'association UONI a pris en compte les retours des participants et nous allons œuvrer à simplifier ces outils afin de les rendre plus accessibles aux chercheurs, qui pourront ensuite les vulgariser », a-t-il expliqué.

Du côté des formateurs locaux, Halassi Bacar Abdoulhafar, enseignant à la FST, s'est réjoui de l'engagement des participants. « L'implication et la motivation

étaient bien présentes. Malgré le niveau parfois avancé des logiciels utilisés, nous avons observé une réelle aisance dans leur prise en main », a-t-il souligné.

Au-delà du renforcement des compétences techniques, cette semaine de formation visait également à améliorer la qualité des études menées localement. Ameldine Dachiroune, cadre de santé au CHN El-Maarouf et participant à la session, confie que cette expérience lui a permis de renouer avec des connaissances acquises lors de son parcours universitaire. « Cette formation m'a rappelé des notions que la pratique quotidienne m'avait fait

oublier », a-t-il reconnu.

La master-class a aussi favorisé les échanges interdisciplinaires. Le Dr Ibrahima Said, enseignant-chercheur à la FST, a salué la démarche inclusive de l'association UONI, qui encourage le dialogue entre statisticiens et professionnels de la santé. « Ce type de formation est rare, alors qu'il est essentiel pour faire émerger une véritable culture de la recherche. Cette édition est une réussite », a-t-il affirmé, évoquant une atmosphère de travail particulièrement enrichissante.

Présent lors de la cérémonie de clôture, le 31 décembre 2025, M. Ludovic Kamtchane, attaché de coopération scientifique à l'Ambassade de France, a mis en avant la synergie entre la diaspora et les acteurs locaux. « Ce qui est encourageant, c'est de voir ces liens se renforcer. Nous souhaitons que les trois laboratoires de la FST soient progressivement mieux outillés afin de travailler ensemble de manière complémentaire », a-t-il déclaré.

La formation s'est achevée par la remise des attestations de participation, marquant la reconnaissance officielle de l'engagement des bénéficiaires et la satisfaction des organisateurs quant au succès de cette initiative.

Aticki Ahmed Ismael
(stagiaire)



MINISTÈRE DE L’AGRICULTURE :

L’année 2025 aura marqué un tournant décisif

Suite de la page 1

Le ministère a franchi une étape majeure dans la modernisation du cadre juridique et institutionnel. L’adoption de la loi sur la gestion et la mise en valeur des terres agricoles et du Code de l’artisanat, ainsi que la validation du Code de l’élevage, traduisent une volonté claire de sécuriser les investissements, de professionnaliser les acteurs et d’assurer une meilleure régulation des filières.

Parallèlement, la structuration des filières de rente, vanille, girofle et ylang-ylang, s’est renforcée avec la mise en place d’interprofessions, l’organisation des assises nationales

et l’engagement des démarches de certification biologique et d’indications géographiques, positionnant les produits comoriens sur des marchés à plus forte valeur ajoutée.

Le SG a estimé que le renforcement des capacités productives a constitué l’un des piliers de l’action ministérielle. Plus d’un million de semences améliorées ont été introduites avec l’appui de partenaires internationaux, tandis que la production nationale de semences (maïs, manioc, pomme de terre, patate douce) a connu une progression significative.

Par ailleurs, la mise en place de plus de 100 fermes agricoles et fermes pilotes, réparties sur l’ensemble des îles, a permis de toucher

directement près de 2 000 producteurs, dont près de la moitié de femmes. Ces exploitations constituent aujourd’hui de véritables vitrines de pratiques agricoles intelligentes face au changement climatique.

Dans le secteur de l’élevage, la distribution massive de poussins, la construction de poulaillers modernes, la formation des agents vétérinaires et les campagnes de vaccination ont contribué à améliorer la productivité et la sécurité sanitaire du cheptel national.

La pêche n’est pas en reste. L’installation de dispositifs de concentration de poissons (DCP), la réhabilitation des chambres froides et la promotion de la cogestion de la pêche de poulpes ont renforcé la

durabilité des ressources halieutiques tout en améliorant les revenus des pêcheurs, notamment des femmes organisées en coopératives.

L’année 2025 a également été marquée par la réhabilitation d’infrastructures clés : laboratoires, pistes rurales, citernes d’irrigation, bâtiments administratifs et infrastructures de stockage. Ces investissements structurants facilitent l’accès aux marchés, réduisent les pertes post-récolte et améliorent les conditions de travail des acteurs du secteur.

Pour 2026, le ministère entend accélérer la transformation structurelle des secteurs agricoles, halieutiques et artisanaux dont la mise en œuvre effective portera sur l’adop-

tion des textes législatifs, la généralisation des semences certifiées et de la mécanisation agricole, l’industrialisation des filières de rente et d’élevage, la validation des indications géographiques et l’accès aux marchés internationaux, le renforcement de l’agriculture numérique et des systèmes d’alerte climatique et sur la poursuite des actions en faveur de l’emploi rural et de l’égalité de genre.

Dans un prochain article, nous reviendrons sur les questions des journalistes et les réponses du ministère.

Mmagaza

MOHÉLI EN ÉBULLITION :

Dr Abdou Djabir et le doyen Mohibaca Baco montent au créneau

À travers une sortie virulente diffusée sur les réseaux sociaux, Dr Abdou Djabir et le doyen Mohibaca Baco, s’exprimant au nom de « La Voix de Mohéli » (Swauti ya Mwali), dénoncent la tenue annoncée des assises dites de réconciliation à Fomboni. Ils fustigent également la gestion du dossier Akbarou Issoufa et réclament que toute la lumière soit faite sur des morts jugées suspectes, ravivant ainsi les tensions politiques sur l’île.

ouvertement le régime en place d’être responsable de la mort de ces figures, qualifiées d’« enfants de Mohéli ».

La réaction des forces de l’ordre ne s’est pas fait attendre. Dès les premières heures, ces affiches ont été arrachées. À l’aube du samedi 3 janvier, un important dispositif sécuritaire a été déployé dans les rues de Fomboni afin d’empêcher toute nouvelle tentative d’affichage, traduisant la nervosité des autorités face à cette montée de la contestation.

C’est dans ce contexte tendu que, dans l’après-midi du dimanche, Dr Abdou Djabir et le doyen Mohibaca Baco ont pris la parole publiquement. Se présentant comme des voix engagées de l’opposition, ils ont exprimé leur rejet catégorique de l’organisation des assises de « réconciliation » prévues le 17 février prochain à Fomboni, à

l’initiative du président Azali Assoumani et de son équipe.

Pour ces deux figures politiques, la réconciliation nationale n’est plus à l’ordre du jour. « La réconciliation a déjà eu lieu en 2001 », affirme Dr Abdou Djabir. Selon lui, la véritable revendication de la population de Mohéli est ailleurs : « Ce que demande le peuple, c’est la restitution des acquis des accords-cadres de Fomboni, qui avaient instauré la paix. Qu’il pleuve ou qu’il neige, le tour de Mohéli doit venir en 2026 », martèle-t-il, en référence au principe de la présidence tournante. Et de rappeler que « la tournante n’a pas été instaurée pour des routes ou des infrastructures, mais pour préserver la paix ».

Les deux opposants voient dans ces assises une manœuvre politique. « Ce ne sont pas des assises pour la paix, mais des micmacs pour s’éterniser davantage au pouvoir. Nous



ne sommes pas d’accord », tranche Dr Abdou Djabir.

Enfin, abordant le dossier sensible d’Akbarou Issoufa, décédé dans des circonstances jugées troubles, Dr Abdou Djabir et Mohibaca Baco exigent qu’une enquête approfondie soit menée. Ils réclament que les

responsabilités soient clairement établies parmi toutes les personnes citées dans cette affaire, estimant que justice doit être rendue pour apaiser les consciences et restaurer la confiance.

Riwad

MUTSAMUDU :

Un sit-in pour dire non au bulletin scolaire unique a été empêché

Le flou administratif autour du bulletin scolaire unique continue de mettre le feu aux poudres à Anjouan. À Mutсамудu, le samedi 3 janvier dernier, la contestation portée par les parents d’élèves des établissements privés a pris une tournure tendue, révélant une fois de plus l’absence de clarté dans la mise en œuvre de cette réforme éducative controversée.

visibilité qui a motivé l’initiative d’un sit-in pacifique à Mutсамудu.

Le rassemblement, porté par le collectif des parents d’élèves des établissements privés d’Anjouan, avait été régulièrement déclaré. Une demande d’autorisation avait été adressée au maire de la ville, avec copie transmise au préfet de l’île, conformément aux procédures légis-

les en vigueur, comme l’a confirmé un parent d’élève, également avocat.

Prévu pour exprimer un rejet clair du bulletin scolaire unique et exiger des explications des autorités compétentes, le sit-in n’a finalement pas pu se tenir. Les forces de l’ordre sont intervenues sur les lieux pour disperser les parents

mobilisés, empêchant toute forme de rassemblement structuré et d’échange collectif. Une intervention qui a accentué le sentiment de frustration et d’incompréhension au sein du collectif.

Malgré cette dispersion, Monsieur Zaim, parent d’élève, a brièvement rappelé l’objectif de la mobilisation : refuser une réforme jugée précipitée, mal expliquée et imposée sans concertation. De son côté, Dr Ibraza Oumar, conseiller juridique du collectif, a dénoncé une atteinte au droit fondamental à l’éducation et à la liberté d’expression citoyenne, droits pourtant garantis par les conventions internationales et africaines ratifiées par l’Union des Comores.

Face à cet épisode, le collectif annonce l’envoi imminent d’un nouveau courrier au préfet d’Anjouan afin de solliciter l’autorisation d’un sit-in pacifique le

samedi 10 janvier 2026, à la place publique Mzigajou. Déterminés mais ouverts au dialogue, les parents réclament avant tout de la clarté, de la concertation et le respect des principes républicains dans la conduite des réformes éducatives.

Ils rappellent par ailleurs que les écoles privées bénéficient d’une autonomie pédagogique et administrative légalement reconnue. Dès lors, toute imposition d’un bulletin scolaire unique sans concertation préalable constitue, selon eux, une décision unilatérale contestable, contraire aux principes de gouvernance participative et au droit à une éducation de qualité. « On ne peut pas passer outre cette logique », insiste un autre parent et conseiller juridique du collectif.

Younes



PHASE NATIONALE DE BASKETBALL :

Wani débute l'année 2026 en beauté

Ville universitaire et capitale comorienne du litchi, Nvuni s'affirme désormais comme une véritable terre de basketball. Pendant plus d'une semaine, la cité a vibré au rythme de la phase nationale de basketball, organisée sous le regard attentif du mythique grand portail. Une compétition marquée par le fair-play, aussi bien sur le parquet qu'en dehors.

Pour cette première expérience à Nvuni, la Fédération comorienne de basketball, en collaboration avec les autorités locales, a relevé le défi avec succès. Au-delà des trophées remis, l'instance dirigeante du basketball national a livré une véritable leçon d'organisation, faisant de cet événement une réussite unanimement saluée.

En délocalisant cette phase nationale à Nvuni, la fédération a certes pris un pari audacieux, mais elle a surtout posé les jalons d'une nouvelle vision organisationnelle,

en perspective des Jeux des îles de l'océan Indien 2027. Avant d'être un rendez-vous national, ces Jeux seront avant tout une affaire de localités. Tester les capacités des localités à travers des compétitions nationales de moindre envergure apparaît ainsi comme une démarche prometteuse.

Sur le parquet, le spectacle a été au rendez-vous. Après la domination bleue incarnée l'an dernier par Djabal Basket, c'est désormais le rouge de Wani qui s'impose. Présente avec trois formations, une équipe masculine et deux équipes féminines, la ville de Wani a réalisé un sans-faute, raflant l'ensemble des titres mis en jeu.

Chez les hommes, Ushindzi de Wani (Victoire) a été sacré champion des Comores. En finale, le club s'est imposé face à Atomic de Ntsudjini sur le score de 61 à 45, dans un match maîtrisé. « Ce sacre est le fruit du travail, de la persévérance et de l'unité de tout un groupe

: joueurs, staff technique, dirigeants et supporters », a réagi le club dans un communiqué publié après la remise du trophée.

Du côté des dames, la finale a opposé deux formations de Wani : AS Faigaffe et Watukufu Walezi. Sans surprise, les filles de Faigaffe ont largement dominé la rencontre, s'imposant sur un score sans appel de 109 à 23, confirmant leur suprématie nationale.

Seule ombre au tableau de cette phase nationale : l'absence du champion en titre Djabal Basket, dont la non-participation fera l'objet d'un éclairage dans nos prochaines éditions. En attendant, Wani savoure un doublé historique, avec ses équipes masculine et féminine appelées à représenter les Comores lors des prochaines compétitions régionales et continentales.

Imtiyaz



HAND-BALL FÉMININ

Un match amical pour lancer la nouvelle année



Composée de joueuses exclusivement évoluant en France, l'équipe nationale féminine d'handball a inauguré l'année par une victoire en région parisienne, une bonne nouvelle pour commencer l'année sportive.

C'est l'une des disciplines collectives en pleine progression dans notre pays, à l'image du basketball, et le basket 3x3 en particulier. Dans la perspective des prochains jeux des îles, les autorités en compagnie des dirigeants de fédérations doivent redoubler d'efforts pour permettre à ces disciplines en pleine essor de mieux se préparer pour être au top le jour J.

Indéniablement, cette équipe sera attendue lors des jeux des îles de l'océan indien qui se dérouleront aux Comores vers la fin de

l'année 2027. Avant cette date, l'équipe continue de se préparer. « L'équipe nationale féminine d'handball s'est imposée ce samedi à Paris (France) face à la formation de Sarcelles-Villiers-le-Bel lors d'un match amical, sur le score de 40 à 35 », peut-on lire sur une publication du Comité olympique et sportives des îles Comores (COSIC), qui suit de près l'évolution de cette équipe. Composée de joueuses évoluant en France, la team Comores a inauguré cette nouvelle année par une précieuse victoire, de bon augure pour la suite de la saison sportive.

A en croire le COSIC, cette rencontre était organisée dans un cadre particulier, celui des préparatifs pour les prochains jeux des îles. « Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du nouvel élan impulsé par la Fédération et le staff technique, avec pour objectif de développer et structurer durablement le handball féminin comorien. Elle fait également partie intégrante du projet Comores 2027, en vue des Jeux des Îles de l'Océan Indien, et marque une étape importante dans la progression de cette discipline ». Dans une année, notre pays doit accueillir pour la première fois la jeunesse de l'océan indien, pour le compte des douzièmes jeux des îles de l'océan indien.

Imtiyaz

FÊTES DE FIN D'ANNÉE :

Plus de 300 policiers et gendarmes mobilisés

À l'occasion des fêtes de fin d'année 2025-2026, le ministère de l'intérieur a mis en place un dispositif spécial de sécurisation sur l'ensemble du territoire national. Aucun accident grave ni décès n'a été enregistré, une performance notable comparée aux années précédentes.

Au total, 325 agents de la police et de la gendarmerie ont été mobilisés du 31 décembre au 1er janvier, dont 220 à

Ngazidja, 75 à Anjouan et 30 à Mohéli. Les forces de l'ordre ont également déployé 93 motos, interpellé 101 personnes (dont 6 femmes) et verbalisé 185 véhicules pour diverses infractions au Code de la route.

À Ngazidja, des points de contrôle ont été installés notamment à Kafuni, Gaz Com, Station Itsandra, Oussivo, Alliance et Mitsamihuli, tandis que les commissariats de Mbadjini et Hamahamet ont assuré des missions renforcées

de prévention. À Moroni, des patrouilles motorisées ont été déployées pour sécuriser les zones à forte affluence.

Les opérations ont porté principalement sur la lutte contre la conduite en état d'ivresse, le contrôle du respect du port du casque et de la ceinture de sécurité, la prise en charge des mineurs non accompagnés et la sécurisation des plages.

La Police nationale a par ailleurs annoncé le durcissement des sanctions à compter de 2026 pour les

infractions liées au non-port du casque et de la ceinture de sécurité, avec transmission systématique des dossiers à la justice et doublement des amendes. A cet occasion, le ministre de l'intérieur Mohamed Ahmed a salué l'engagement et le professionnalisme des forces de l'ordre, soulignant que ces efforts ont permis de préserver la sécurité des citoyens durant cette période festive.

El-Aniou Fatima (stagiaire)